

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 470 NICARAGUA: DECLARATION DE L'EPISCOPAT SUR LA SITUATION

La détérioration de la situation politique du pays s'est accélérée avec l'occupation de la chambre des députés, le 22 août 1978, par un groupe de guérilleros du Front sandiniste de libération nationale. La stratégie d'opposition du Front élargi (cf. DIAL D 461) venait ainsi à son heure comme alternative à la dictature du général Somoza.

Le 8 août précédent, les évêques de Nicaragua avaient publié le message ci-dessous. Ce message allait avoir son prolongement dans les déclarations de l'archevêque de Managua, Mgr Obando Bravo, demandant publiquement, en fin du mois, le départ du général Somoza.

(Note DIAL)

MESSAGE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE

A tous les hommes de bonne volonté.

Nous terminions notre message de Nouvel-an par ces paroles d'espérance: "Il n'est pas trop tard. La paix doit exister. La paix est possible" (1). Comme hier c'est le même appel qui se fait entendre des quatre coins de notre douloureuse patrie: "N'avez-vous pas une parole à nous adresser?" (2).

La mission de l'Eglise

L'Eglise continue l'oeuvre du Christ qui est venu pour l'annoncer et pour réaliser le royaume de Dieu: "Royaume de justice et de paix, d'amour et de vérité, de sainteté et de grâce" (3). Le caractère essentiel de ce royaume est la reconnaissance de Dieu comme père de tous et la fraternité entre les hommes. Le commandement de l'amour fraternel est l'expression positive du royaume de Dieu; l'offense aux hommes, une offense à Dieu lui-même (4). "L'Eglise qui, en raison de sa charge et de sa compétence, ne se confond d'aucune manière avec la communauté politique et n'est liée à aucun système politique, est à la fois le signe et la sauvegarde du caractère transcendant de la personne humaine." (5)

L'Eglise est aussi de ce monde

Dans ces temps d'insécurité et de confusion, bien des personnes cherchent à faire dévier l'Eglise de sa mission: les uns, en la confinant dans la sacristie; les autres, en lui mettant un fusil dans les mains.

Au-delà de toute discussion, nous affirmons catégoriquement en notre qualité de pasteurs: l'Eglise doit promouvoir la justice. Dans la situation qui est la nôtre, le commandement de l'amour fraternel signifie établir un état de choses où prévalent les valeurs évangéliques de l'amour, de la vérité et de la justice traduites en ordre politique, social et économique conforme au plan de Dieu. Ce royaume, pour être réel, exige de n'être pas confondu avec des critères faux ni occulté par des valeurs anti-chrétiennes (le profit, le pouvoir, la position sociale, les privilèges qui oppriment).

La fidélité au Christ fait à l'Eglise (à tous les croyants) le devoir de lutter pour une société plus humaine et plus juste en dénonçant toutes les oppressions. L'évangile doit se traduire dans la vie concrète de l'homme au plan individuel et social. "L'évangélisation comporte un message explicite, adapté aux diverses situations, constamment actualisé, sur les droits et les devoirs de toute personne humaine, sur la vie familiale sans laquelle l'épanouissement personnel n'est guère possible, sur la vie en commun dans la société, sur la vie internationale, la paix, la justice, le développement; un message particulièrement vigoureux de nos jours sur la libération." (6)

Comme les injustices sont des faits concrets, la promotion de la justice - à laquelle l'Eglise ne peut se soustraire - doit se traduire par la recherche et le développement de mécanismes concrets, toujours à perfectionner dans un monde qui évolue culturellement. Combattre pour la justice, la paix, le développement et le respect des droits de l'homme, ce n'est pas faire de la politique partisane mais c'est oeuvrer dans le sens fondamental du bien commun (7).

Même au risque d'être mal comprise ou persécutée, l'Eglise doit élever la voix contre toutes les injustices. "Tous les chrétiens doivent prendre conscience du rôle particulier et propre qui leur échoit dans la communauté politique: ils sont tenus de donner l'exemple en développant en eux le sens des responsabilités et du dévouement au bien commun." (8). Les paroles du pape sont claires quand elles montrent le chemin à suivre, lequel est pour nous sacré: "L'Eglise a le devoir d'annoncer la libération de millions d'êtres humains, beaucoup d'entre eux étant ses propres enfants; le devoir d'aider cette libération à naître, de témoigner pour elle, de faire qu'elle soit totale. Cela n'est pas étranger à l'évangélisation." (9)

Nous sommes témoins

Comme guides du peuple de Dieu, en vertu de notre responsabilité pastorale, nous ne pouvons échapper à une réponse claire, sereine, ferme. Le sort de notre peuple ne peut nous être indifférent. Le silence est parfois complicité.

Les événements des derniers mois, postérieurs à notre message de Nouvel-an, ont approfondi le fossé qui prépare des flots de sang. Les maux que nous constatons alors ont aujourd'hui débordé sur de larges secteurs, auparavant passifs, de la communauté nationale. Le mécontentement général de la population - à tous les niveaux - a explosé en manifestations impressionnantes et continuelles avec, principalement, la participation de la jeunesse, les hommes de demain.

Des morts ont regrettamment endeuillé des dizaines de familles, à la campagne et en ville, provoquant en retour une colère et un rejet de plus en plus grands. Une vague de criminalité qui va s'amplifiant (assassinats, incendies, pillages, vols, attaques à main armée, menaces, explosions) enserre le pays dans une spirale de haine et d'anarchie. L'insécurité et la peur, avec leurs répercussions sur l'activité économique et la tranquillité des individus et des groupes, sont la marque du climat qu'on respire à tous les niveaux de la vie nationale. Le nombre des blessés, des emprisonnés, des torturés ou des disparus est interminable et s'allonge chaque jour. De nombreux leaders chrétiens également - religieux et séculiers - sont victimes de l'oppression dans leur personne ou dans l'exercice du ministère.

Nous sommes solidaires du cri du peuple

L'espérance chrétienne ne se contente pas de résultats partiels. L'instauration d'une authentique fraternité nationale suppose l'implantation d'une justice véritable. Chez nous, cette accusation est vraie: "Alors que des foules immenses manquent encore du strict nécessaire, certains, même dans les régions moins développées, vivent dans l'opulence ou gaspillent sans compter. Le luxe côtoie la

la misère" (10). Le grand cri de notre peuple s'élève d'un abîme de pauvreté: celui des exclus, qu'ils soient en ville ou à la campagne, là où prospèrent la dénutrition, la maladie et l'ignorance.

Bien que ce soit un bel idéal mais lointain, "nous attendons un ciel nouveau et une terre nouvelle où règne la justice" (11). Pour y parvenir un jour, nous réclamons clairement aujourd'hui:

- Un nouvel ordre social et politique rendant possibles des conditions de vie humaine pour la majorité de notre peuple, dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de l'habitat, du travail, de la terre, des salaires et des droits de l'homme.
- L'exercice réel du droit de s'associer politiquement (en dehors des partis traditionnels), de se syndicaliser et d'élire les autorités.
- Les garanties judiciaires d'une justice indépendante du pouvoir politique et donnant suite aux réclamations des citoyens.
- De véritables réformes des structures dans le domaine de la fiscalité, dans le secteur rural et dans les milieux d'entreprise, de façon à distribuer plus équitablement la richesse nationale, en comblant ainsi le fossé qui sépare le petit nombre des riches de la multitude des pauvres.
- Une vigoureuse campagne d'assainissement de l'administration incrustée de gens incapables et vénaux.
- Un contrôle plus étroit de l'économie nationale de façon à éviter un endettement pesant qui n'a nullement été profitable à la grande majorité des gens.
- Une réorganisation de l'Armée sur la base de l'intérêt de la nation (et non des partis ou des individus), propre à diminuer le pourcentage anormal des dépenses militaires dans le budget.
- L'abrogation des lois et instruments juridiques qui portent atteinte à la liberté d'expression des individus et des groupes.
- Un contrôle plus efficace du vice et du crime qui semblent parfois trouver abri dans l'ombre de l'autorité.
- La fin de la répression violente qui a engendré un climat d'insécurité et de terreur dans la population, sous couvert d'une prétendue sécurité nationale.

Nous ne sommes pas pour la violence

Nous répétons les paroles du Souverain Pontife, claires et lumineuses: "Il est certes des situations dont l'injustice crie vers le ciel. Quand des populations entières, dépourvues du nécessaire, vivent dans une dépendance telle qu'elle leur interdit toute initiative et responsabilité, toute possibilité aussi de promotion culturelle et de participation à la vie sociale et politique, grande est la tentation de repousser par la violence de telles injures à la dignité humaine" (12).

C'est l'heure des décisions urgentes. Les autorités et les citoyens les plus en vue "doivent apporter des solutions précises et décisives aux problèmes qui nous affectent et qui sont aujourd'hui ceux de la majorité de la société" (13). Aujourd'hui, le pays attend des propositions radicales (qui ne sont pas forcément extrémistes) dans la générosité et le patriotisme, éloignées des intérêts égoïstes ou partisans, de façon à éviter des pertes inutiles en vies humaines et en biens. En tant que croyants, nous ne pouvons fermer l'oreille aux recommandations conciliaires: "(Les citoyens) lutteront avec intégrité et prudence contre l'injustice et l'oppression, contre l'absolutisme et l'intolérance, qu'elles soient le fait d'un homme ou d'un parti politique" (14). La doctrine de la sécurité nationale - tellement à la mode dans notre continent - ne peut retenir l'avancée des revendications des peuples. "La paix sans la justice est un rêve" (15). C'est aussi un rêve que de prétendre retenir la violence de ceux qui réclament la justice mais sont fatigués d'utiliser les autres moyens.

Appel final

Nous le répétons: "Il n'est pas trop tard. La paix doit exister. La paix est possible". Nous sommes tous frères sous le même ciel. Dieu est notre père commun. Des siècles de foi chrétienne et de valeurs culturelles partagées ne peuvent être balayés par une vague de haine et de folie, dans une attitude de suicide collectif.

Mais nous ne pouvons pas non plus mettre des espoirs de libération authentique dans des systèmes qui font abstraction de Dieu et du respect des valeurs les plus sacrées de la personne humaine. "Il n'y a pas d'humanité nouvelle sans hommes nouveaux"(16). "Pour notre vraie libération, nous avons tous besoin d'une conversion profonde pour que vienne à nous le royaume de la justice, de l'amour et de la paix. L'originalité du message chrétien ne réside pas directement dans l'affirmation de la nécessité d'un changement de structures mais bien plutôt dans l'insistance sur la conversion de l'homme, laquelle appelle automatiquement ce changement. Nous n'aurons pas un continent nouveau sans des structures nouvelles, mais il n'y aura pas de continent nouveau sans des hommes nouveaux sachant être, à la lumière de l'évangile, vraiment libres et responsables." (17)

"Nous vous convions à répondre à notre cri d'angoisse, au nom du Seigneur."(18) Et dans la confiance nous répétons, en le faisant nôtre, l'appel historique d'il y a dix ans: "Nous appelons tous les hommes de bonne volonté à collaborer pour la vérité, la justice, l'amour et la liberté, dans un effort de transformation de notre peuple, à l'aube d'une ère nouvelle" (20).

Nous plaçons notre espérance sous la protection de Marie pour qu'arrive parmi nous le royaume de Dieu. Nous avons foi en Dieu. Nous confions dans les hommes, dans les valeurs et l'avenir du Nicaragua.

Fait à Managua, le 2 août 1978
en la fête de Notre-Dame des Anges

Manuel Salazar Espinoza, év. de León, président de la Conférence épiscopale
Pablo Antonio Vega M., év. prélat de Juigalpa, vice-président de la Conférence
Leovigildo López Fitoria, év. de Granada, secrétaire de la Conférence épisc.
Miguel Obando Bravo, archevêque de Managua
Salvador Schlaeffler Berg, évêque vicaire apostolique de Bluefields
Julián L. Barni Spotti, év. de Matagalpa et administrateur apost. d'Estelí

(1) Paul VI, message de nouvel-an 1978 - (2) Message du Concile à l'humanité, 3
- (3) Préface de la messe du Christ-Roi - (4) St Matthieu 25, 31 ss. - (5) Gaudium et Spes, 76 - (6) Evangelii Nuntiandi, 29 - (7) Synode des évêques 1971, "La justice, le sacerdoce ministériel" - (8) Gaudium et Spes, 75 - (9) Evangelii Nuntiandi, 30 - (10) Gaudium et Spes, 63 - (11) Apocalypse 21,1 - (12) Populorum Progressio, 30 - (13) Message des évêques de Nicaragua du 28 janvier 1978 - (14) Gaudium et Spes, 75 - (15) Thème musical de la 3ème Journée de la charité - (16) Evangelii Nuntiandi, 18 - (17) Medellín, "Justice", 3 - (18) Populorum Progressio, 87 - (19) Medellín, "Message aux peuples d'Amérique", appel final.

P.S.: La Conférence épiscopale remercie, pour les contributions apportées généreusement et en esprit d'Eglise, la Conférence des religieux, les Communautés chrétiennes pour la paix, les curés de paroisse, etc., dont l'aide a été déterminante pour l'élaboration de ce document.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

D 470-4/4

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441